



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Alerte sur le manque de moyens alloués aux centres de santé sexuelle

Question écrite n° 8163

Texte de la question

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi alerte M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins, sur le manque de moyens alloués aux centres de santé sexuelle, en particulier au centre de santé et d'éducation sexuelles de Décines, dont la situation financière menace aujourd'hui la pérennité. Alors que ce centre, acteur historique de la prévention, de l'écoute et de l'accès aux droits depuis 1980, joue un rôle fondamental dans la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, dans l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS), ainsi que dans la prévention des infections sexuellement transmissibles, sa mission est aujourd'hui mise en péril par l'insuffisance de financements publics. La gratuité pour les mineures et mineurs, ainsi que les publics précaires, la pratique du tiers-payant, la confidentialité et la diversité des compétences de son équipe en font pourtant un outil irremplaçable dans la Métropole de Lyon. Plus globalement, c'est l'ensemble du Planning familial – fort de ses 80 associations départementales – qui est aujourd'hui fragilisé sur le plan financier. Le désengagement progressif de l'État, conséquence des coupes budgétaires imposées par le Gouvernement, combiné à la diminution des subventions versées aux collectivités territoriales, met en péril la pérennité de ce réseau. Si rien n'est fait, cette situation pourrait conduire à la fermeture de nombreux centres de santé sexuelle, avec des conséquences graves sur l'accès aux droits, à la prévention et à la santé sexuelle pour des milliers de personnes. Elle souhaite donc savoir quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre pour garantir un financement pérenne des centres de santé sexuelle associatifs, en particulier celui de Décines et si des moyens spécifiques seront alloués dans le cadre des politiques publiques de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, d'accès à la santé sexuelle et d'éducation à la vie affective et sexuelle.

Données clés

Auteur : [Mme Anaïs Belouassa-Cherifi](#)

Circonscription : Rhône (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8163

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : [Santé et accès aux soins](#)

Ministère attributaire : [Santé et accès aux soins](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er juillet 2025